

presque tout de suite, et le banquier lui dit tout simplement: "Si vous pouvez aller me chercher quelqu'un pour endosser votre billet, vous aurez les \$500." Mais 90 fois sur 100, le banquier prend par après des renseignements sur le compte de Jean.

D. Oui, parfaitement.—R. Vous savez cela. Le banquier trouve sur quelle échelle vous cultivez, combien de têtes de bétail vous gardez, quel est votre chiffre de vente annuel et comment vous administrez vos affaires. Le banquier local se renseigne presque toujours là-dessus. J'ai toujours remarqué qu'il connaît pour ainsi dire tous les gens dans une localité, et qu'il peut vous mettre au courant de leurs affaires et de toutes les choses de ce genre. Je soutiens donc, comme vous le savez, qu'en ce qui concerne le service relatif au programme tracé que les banquiers locaux doivent exécuter, à mon avis, tout a très, très bien été. C'est ce que j'ai toujours dit.

D. Oui. Je suis heureux de vous l'entendre dire, car c'est ce que je pense moi aussi. En fait donc, vos griefs—qui sont les miens, si je puis dire—ne portent pas contre la direction locale?—R. Non, non.

D. Ni même peut-être contre la direction en soi de la banque. Mais ils sont dus au programme financier qui ne dépend peut-être pas des banques à charte; et vous seriez satisfait si ce programme financier général était régi par le gouvernement dans l'intérêt du peuple, et non pas dans celui des financiers, qui qu'ils soient?—R. Je ne veux pas examiner les causes ni rien de ce genre.

D. Non.—R. Nous n'étudions pas les causes des événements de 1929. Mais je dois dire, qu'à mon avis, cela illustre clairement la situation où les compagnies privées ne peuvent pas tenir le coup. La seule façon de prendre cette situation en main avec intelligence, aurait été de faire assumer par tous les citoyens de l'ensemble de la nation la responsabilité qui leur incombait, au cours des quelques années suivantes; grâce à l'administration d'un gouvernement intelligent, je crois que l'on aurait pu dans une grande mesure mettre un terme à la stagnation existante. D'après moi, le programme des banques a été un facteur de retardement. A mon arrivée au pays, en 1910, si je ne me trompe, la population était de 8 à 9 millions d'âmes. Nous avions un pays immense. La Saskatchewan est presque trois fois plus étendue que la Grande-Bretagne et l'Irlande, et nous n'y comptons que 1,000,000 d'habitants. Je crois que nous avons eu de temps à autre dans les postes d'administration des gens qui voyaient loin, mais il y a quelque chose qui a retenu la nation. Si la population avait augmenté d'une façon naturelle depuis 1910, notre situation serait très différente aujourd'hui. Je me souviens de m'être arrêté à songer, dans la ville de Winnipeg, moins de six mois après mon arrivée, car je voulais prévoir ce qui se produirait. J'étais venu au pays dans l'intention d'y rester, et je voulais imaginer ce que serait mon pays vingt-cinq ans plus tard. J'ai songé à la population que nous aurions au Canada, en en maintenant l'augmentation naturelle, sans tenir compte de l'apport des nouveaux immigrants qui nous sont arrivés à partir de 1910. J'ai fait un peu de calcul, car j'aime cela, et j'en suis venu à la conclusion que nous devons avoir, vingt-cinq ans plus tard, soit en 1935, plus de 25,000,000 d'habitants au pays. Quelque chose nous en a empêchés. Permettez-moi de vous dire, messieurs, que cela est impossible lorsque le développement industriel reste au même point. La population n'augmente que s'il y a progrès industriel.

M. FRASER (*Northumberland*): Nous n'avons pas trop mal réussi au Canada, après tout.

Le PRÉSIDENT: M. Jaques a la parole.

M. FRASER (*Northumberland*): Pendant ces vingt-cinq années.

M. JAQUES: Je n'ai qu'une autre question à poser.

Le TÉMOIN: Avec le peu de population que nous avons.

M. FRASER (*Northumberland*): Nous avons fait du bon travail comme vous dans votre milieu.